

*Questions orales*

Le ministre de l'Agriculture pourrait-il apporter des précisions afin de mettre fin à la confusion qui semble entourer le paiement des demandes d'indemnisation au titre de l'assurance-récolte en Saskatchewan?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Oui, madame la Présidente, il est malheureux que la Saskatchewan soit la seule province qui n'ait pas semblé en mesure de réagir rapidement en cette année difficile pour l'agriculture.

Bien qu'il s'agisse d'un programme à frais partagés, chaque province administre le programme d'assurance-récolte sur son territoire. Les chèques d'assurance-récolte ont déjà été distribués dans d'autres provinces, notamment dans nos provinces soeurs, le Manitoba et l'Alberta. Il y a quelques semaines, de passage en Saskatchewan, j'ai demandé au ministre provincial de voir ce qu'il pourrait faire pour répondre immédiatement aux besoins. Le programme d'assurance-récolte de la Saskatchewan est fondé sur le coût fixe et le prix du marché. L'entente est ainsi faite.

Les agriculteurs savent bien comment ça fonctionne avec le prix du marché. Autrement dit, dès qu'ils connaissent le prix, ils peuvent savoir le montant du paiement final pour la campagne agricole visée. C'est pourquoi j'encourage la province de la Saskatchewan et les responsables du programme d'assurance-récolte à répondre aux besoins des agriculteurs. Il y a de l'argent. Ils ont le pouvoir d'agir. Qu'ils distribuent ces fonds.

\* \* \*

[Français]

**LES FORÊTS**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Forêts.

Le 29 juin dernier, la ministre du Parti conservateur, députée de Rimouski—Témiscouata, annonçait un projet d'envergure pour une forêt modèle au centre-est du Québec. Jamais au cours de ces douze derniers mois le Québec n'a fait connaître ses intentions véritables quant au rôle qu'il aimerait assumer à l'intérieur de ce projet, rendu à l'étape de connaître leurs intentions.

Le ministre peut-il me dire aujourd'hui si une décision positive sera prise avant Noël, car j'ai l'impression que le ministre Albert Côté est en train de pénaliser par son refus les associations forestières québécoises, touristi-

ques, de l'environnement, les municipalités régionales de comté, l'Université du Québec à Rimouski et les travailleurs de l'Est du Québec?

**M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Forêts):** Madame la Présidente, mon collègue a posé une question très importante. Effectivement, le Québec a connu une forêt modèle. Nous travaillons depuis octobre 1991, par des échanges que le ministre des Forêts a faits avec sa contrepartie provinciale, à mettre en place ce projet très important pour le milieu.

J'aimerais simplement rappeler que de notre côté, nous avons travaillé très fort pour que le projet puisse démarrer le plus rapidement possible. Nous avons des discussions qui devraient, la semaine prochaine, déboucher sur une entente qui, je l'espère, sera favorable à tous les intervenants. J'espère que le ministre des Forêts du Québec sera sensibilisé au développement de sa région et au développement de la forêt privée au Québec.

\* \* \*

[Traduction]

**L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il sait que son mini-budget n'a pas fait grand-chose pour l'Ontario.

Répondant à ma question sur ce sujet hier à la Chambre, il a dit qu'avec un gouvernement néo-démocrate anti-patronat, il était difficile de créer des emplois en Ontario.

Nous sommes tous très conscients du fait que le gouvernement néo-démocrate de Queen's Park est un fiasco total, mais pourquoi le ministre croit-il que le gouvernement fédéral doit essayer d'égaliser l'incompétence de l'Ontario en matière d'économie?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, tout simplement parce que les provinces elles aussi ont un rôle très important à jouer dans la gestion de l'économie. Elles dépensent plus au nom des contribuables canadiens que le gouvernement fédéral.

Aujourd'hui, j'ai appris avec grand déplaisir que l'Ontario allait encore augmenter les impôts. Cela n'augure rien de bon pour la création d'emplois et pour l'activité économique dans le secteur des affaires.